

Journal de 13 heures  
François Léotard va inspecter les 1 620 soldats  
français déployés pour patrouiller au Rwanda  
et aider les populations tutsi et hutu qui en  
ont besoin

Daniel Bilalian, Didier Epelbaum, Stéphane Manier

France 2, 29 juin 1994

**Les 14 chefs d'État africains francophones soutiennent la France au Rwanda, même si derrière cette unanimité apparente se glissent quelques nuances.**

[Daniel Bilalian :] Le ministre de la Défense Monsieur Léotard est actuellement en visite à la frontière du Zaïre et du Rwanda. Il inspecte, euh, les forces françaises engagées dans l'opération Turquoise. Didier Epelbaum.

[Didier Epelbaum :] À l'aéroport de Goma au Zaïre, les rotations atteignent déjà 25 avions par jour [une incrustation "Goma, Zaïre" s'affiche à l'écran]. C'est là que le Falcon de François Léotard s'est posé ce matin [on voit François Léotard, accompagné notamment de Lucette Michaux-Chevry, se faire accueillir sur le tarmac de l'aéroport de Goma par le général Lafourcade]. Le ministre de la Défense va inspecter les 1 620 soldats français déployés pour patrouiller au Rwanda et aider les populations tutsi et hutu qui en ont besoin [on voit une rangée de militaires français au béret rouge, arme en mains et au garde à vous, devant le Falcon du ministre].

Accueil officiel des autorités zaïroises, militaires et municipales [on voit François Léotard en train de saluer des militaires zaïrois]. Hier [28 juin] 80 tonnes d'aide humanitaires sont arrivées ici, envoyées par la France et la Croix-Rouge internationale [on voit François Léotard et Lucette Michaux-Chevry, entourés de journalistes, en train de se diriger vers une tente mili-

taire].

François Léotard s'est fait présenter la situation par le général Lafourcade, commandant de l'opération Turquoise [on entend un militaire dire aux journalistes : "Le briefing n'est pas ouvert à la presse, pardon"]. Autour d'un buffet et en toute intimité militaire.

Deux heures plus tard François Léotard, euh, a tombé la veste. Il est à 120 kilomètres de Goma, à Bukavu dans l'Est du Zaïre, où est basé un détachement militaire. De là il visitera cet après-midi les différents points d'implantation française [on voit le ministre devant un hélicoptère Puma en train de saluer des militaires zaïrois].

[Daniel Bilalian :] La France s'est engagée, vous l'avez, avec comme... seul allié africain sur le terrain, concrètement, des soldats sénégalais. À l'occasion de la réunion des pays de la zone franc au Gabon, on attendait donc une prise de position plus générale des pays africains francophones. Reportage Stéphane Manier, Philippe Jasselin.

[Stéphane Manier :] Les 14 chefs d'État africains francophones soutiennent la France au Rwanda. Ils ont approuvé l'intervention humanitaire [inaudible] pour Paris qui par-dessus tout de rester isolé, c'est le soulagement. Même si derrière cette unanimité apparente se glissent quelques nuances [gros plans sur les chefs d'État africain présents à la réunion].

Le communiqué final par exemple reste en termes très généraux quand il approuve l'intervention et insiste sur l'autorité de l'ONU comme cadre d'une participation africaine. Participation africaine cela veut-il dire envoi de troupes militaires sur le terrain ?

["Pascal Lissouba, Président République Populaire du Congo" : - "Pour soutenir les efforts qui sont actuellement en cours, oui. Stéphane Manier : - "Ce s'rait des... troupes qui seraient engagées dans quel cadre?". Pascal Lissouba : - "Quel que soit le cadre! Aujourd'hui tout est soutenu par les Nations unies".]

En tout cas cela sera très long à mettre en œuvre, non seulement parce qu'il faut mettre au point la logistique de cette participation, et ça n'est jamais simple en Afrique. Mais surtout parce qu'il faut savoir qui va payer [gros plans sur des soldats gabonais qui assurent la sécurité autour du bâtiment qui abrite la réunion des chefs d'État africains].

[Pascal Lissouba : "[...] de mon pays, euh..., se débat dans des grosses difficultés et nous n'avons pas, euh, de transport, nous n'avons pas l'équipement, nous n'avons pas, euh..., toute la logistique pour ce faire! Donc nous attendons que les Nations unies veuillent bien nous aider. Nos Nations unies

[sic] ou bien d'autres pays, par exemple la France".]

Au fond c'est un retour à la normale des choses puisque ce sommet de Libreville était consacré théoriquement au problème monétaire et aux conséquences de la dévaluation du franc CFA [on voit des chefs d'État africains s'entretenir en privé, l'un d'eux étant en pleine discussion avec Michel Rousin].

[De Libreville et face caméra, Stéphane Manier devant le bâtiment qui abrite la conférence des chefs d'état africains : "Les pays africains francophones ont fait remarquer que si Paris voulait être aidé, il devait savoir se montrer compréhensif avec l'Afrique. Le message est semble-t-il bien passé. C'est comme cela que se consolident les meilleures amitiés".]